

Cette tendance va tout à fait dans le sens des réponses données par la population canadienne, lors de divers sondages réalisés depuis 1989, à la question de savoir si les risques de guerre nucléaire étaient plus grands ou moins grands «qu'il y a dix ans». La proportion d'enquêtés ayant répondu «plus grands» est passé de deux personnes sur trois au début des années 1980, à une sur trois dans l'édition 1989 du sondage de l'ICPSI (voir le tableau II).

Tableau II : Le risque de guerre nucléaire par rapport à il y a dix ans

	1982	1987	1988
Plus grand	65 %	44 %	27 %
Aucun changement	14 %	31 %	26 %
Moins grand	17 %	25 %	46 %
	96 %	100 %	99 %

Sources : Sondage 1982 du Canadian Institute of Public Opinion; sondages 1987 et 1988 de l'ICPSI. Il est possible que les totaux ne donnent pas toujours 100 p. 100 en raison du fait que certains pourcentages ont été arrondis et que certaines personnes n'ont pas répondu.

Les Canadiens et les Canadiennes se sentent peut-être plus en sécurité dans un monde où un affrontement entre les grandes puissances semble beaucoup moins probable, mais cela ne veut pas dire pour autant qu'ils ne perçoivent aucune menace. En réalité, ils sont surtout préoccupés par le fait que des pays n'appartenant ni à l'OTAN ni au Pacte de Varsovie détiennent des armes nucléaires. C'est ce qui apparaît très clairement quand on leur demande dans quelles conditions de telles armes pourraient être employées. Ici, l'utilisation de la technique dite d'«analyse des facteurs», établissant une corrélation entre les réponses des enquêtés et une série de questions données, permet de dégager trois scénarios différents.

D'abord, dans un scénario «non conventionnel», ce serait des terroristes ou une petite puissance engagée dans un conflit régional qui utiliseraient des armes nucléaires. La plupart des Canadiens et des Canadiennes optent pour ce scénario. Soixante-quinze